Sur terre pas comme au ciel

par André Loez

Et étudiant le sort des quelque 100 000 aviateurs tombés pendant la Seconde Guerre mondiale, Claire Andrieu bouscule les cloisonnements entre civils et militaires, combattants réguliers et irréguliers, attentisme et résistance, front et arrière à travers une enquête empirique appelée à faire date.

À propos de : Claire Andrieu, *Tombés du ciel. Le sort des pilotes abattus en Europe, 1939-1945*, Paris, Tallandier / Ministère des Armées, 2021, 512 p., 23, 90 €.

L’histoire n’est pas une discipline expérimentale. Historiens et historiennes ne peuvent, à la façon des chimistes, isoler des composants du passé, doser des variables, ni répéter des procédures, pour observer et noter les différences dans les résultats[[1]](#footnote-1). C’est en partie pourquoi le dernier livre de Claire Andrieu, couronnant une enquête menée sur près de deux décennies, est si remarquable. Il a pour point de départ une question historique étonnante de simplicité, et se prêtant à la comparaison : quel sort les civils font-ils aux aviateurs abattus au-dessus de leur territoire durant la Seconde Guerre mondiale ? Et il manie avec rigueur et inventivité les sources, pour observer, à la façon d’une expérience rigoureusement contrôlée, les similitudes et les écarts entre contextes et pays. Malmenés à leur arrivée au sol dans la France envahie de 1940, les aviateurs allemands sont en revanche bien accueillis par les civils anglais qu’ils tentaient pourtant de bombarder. Les aviateurs alliés, eux, sont protégés et cachés par les civils en France occupée, mais souvent lynchés en Allemagne nazie, dans les dernières années du conflit. En scrutant cette diversité des attitudes des populations face à l’irruption de la guerre dans leur quotidien, sous l’apparence de parachutistes arrivés dans un champ ou d’équipages atterrissant en catastrophe, Claire Andrieu contribue à redéfinir les cloisonnements habituels, dans l’histoire des guerres mondiales, entre civils et militaires, combattants réguliers et irréguliers, attentisme et résistance, front et arrière. En pointant les différences entre les situations nationales et les étapes du conflit, elle offre des clefs de compréhension des comportements individuels et collectifs, des violences comme des solidarités. Et elle le fait à travers une enquête empirique appelée à faire date dans l’historiographie de la Seconde Guerre mondiale.

Née lors de l’invasion italienne de la Cyrénaïque ottomane en 1911, perfectionnée au cours du premier conflit mondial, la guerre aérienne atteint un caractère massif en 1939-1945. En Europe, ce sont des dizaines de milliers d’avions qui effectuent des missions de bombardement, de reconnaissance, de chasse, de transport ou de largage de troupes aéroportées. Leurs pertes sont immenses : environ cent mille aviateurs sont abattus ou accidentés au-dessus de l’Europe durant la Seconde Guerre mondiale, dont la moitié parvient à survivre, en sautant en parachute ou en opérant un atterrissage d’urgence. Combattants le plus souvent désarmés, quelquefois blessés, théoriquement protégés par le droit international, leur sort reste alors suspendu à l’accueil des civils qu’ils rencontrent, généralement dans le monde rural, et de la façon dont ces derniers font intervenir ou non les autorités. Ces attitudes et ces choix sont tributaires de contextes qui sont envisagés successivement dans l’ouvrage.

Français et Britanniques face aux aviateurs allemands

La première situation est celle de la France envahie au printemps 1940, qui fait l’objet d’une véritable relecture, dans la lignée des travaux de Julian Jackson et Philip Nord, et plus largement d’une réévaluation de la combativité française durant la « débâcle »[[2]](#footnote-2). Loin des clichés sur une population française uniquement empressée de fuir ou soulagée par l’arrêt des combats et la figure rassurante de Pétain, l’auteure exploite les archives des services juridiques de l’armée allemande, qui gardent la trace de jugements condamnant des civils pour avoir pris à partie des aviateurs abattus. Il peut s’agir d’actes spontanés, comme pour Jean-Marie Kérandel, cultivateur du Finistère, fusillé le 28 juin 1940 pour avoir cerné et attaqué, dix jours plus tôt, avec une cinquantaine d’autres villageois, l’équipage d’un avion allemand ayant dû atterrir dans un champ. Mais l’auteure révèle aussi la part institutionnelle, organisée, de cette pugnacité face à l’envahisseur : la formation de « gardes territoriales » à l’échelle des communes pour assurer la protection du territoire notamment en cas de parachutages derrière les lignes. Plusieurs milliers de volontaires les rejoignent, contribuant à l’arrestation des aviateurs allemands abattus. Au total, sur 400 à 700 d’entre eux faits prisonniers durant la période, au moins 25 ont subi de mauvais traitements du fait des civils, 7 d’entre eux étant tués. Des actes dont Claire Andrieu rappelle les ancrages historiques et mémoriels : non, l’exode massif des civils en 1940 ne reflète pas la panique irraisonnée d’un pays à la dérive, mais un « plébiscite par les pieds » (p. 53), fondé sur le souvenir bien réel de l’occupation allemande lors de la Grande Guerre, et des atrocités qui l’avaient inaugurée. Les civils qui s’en prennent aux aviateurs allemands ou qui contribuent à leur arrestation illustrent une continuité dans le refus de l’invasion que n’obère pas la rapidité de la défaite. Et comme en 1914, d’ailleurs, la répression sévère par l’occupant d’actes de guerre attribués aux civils dans ce contexte rappelle quelle hostilité constante le commandement militaire allemand a manifestée envers la figure du « franc-tireur », prélude à la traque des résistants. Au total, la première section du livre démontre déjà quels profits peuvent être tirés de l’étude minutieuse de ces rencontres soudaines, quelquefois brutales, toujours marquées par l’incompréhension linguistique et l’incertitude, entre civils et aviateurs abattus. L’arrivée subite de ces militaires, hors des zones de combat, agit comme un révélateur de dispositions individuelles et sociales que la situation de guerre actualise.

C’est également le cas en Grande-Bretagne. Avant même que la bataille d’Angleterre ne se déclenche, Churchill en avait dessiné les contours dans son fameux discours du 4 juin 1940 : « nous combattrons sur les plages, nous combattrons sur les terrains d’atterrissage, nous combattrons dans les champs et dans les rues, nous combattrons dans les collines… » En pratique, l’accueil fait par les civils aux aviateurs allemands relève toutefois moins de ce registre guerrier, en dépit des pertes humaines et matérielles consécutives à leurs bombardements massifs entre juillet 1940 et mai 1941 (plus de 44 000 morts britanniques pour ces deux années), que d’une résolution tranquille. Pour le montrer, Claire Andrieu confronte des sources de différents types. Rien, en effet, dans les archives militaires allemandes ou britanniques n’atteste du sort des quelque 1 800 aviateurs concernés, encore moins de mauvais traitements à leur encontre – un silence d’ailleurs significatif quand on connaît l’empressement du IIIe Reich et de ses propagandistes à s’emparer de tout méfait adverse réel ou supposé. Faute de traces officielles, l’auteure a donc dépouillé la presse locale, qui met en scène avec humour des scènes d’arrestation : « tasse de thé pour le pilote nazi au presbytère », titre le *Kent Messenger* en septembre 1940 (p. 144). Elle montre la fonction performative de tels articles, jouant sur une culture politique et humoristique partagée : en décrivant des aviateurs allemands bien accueillis, tenus en respect par la fourche d’un paysan, mais consolés par un verre de *brandy*, autorités et journalistes pouvaient exalter le calme de la population, minimiser le risque d’invasion, et contribuer à cimenter l’esprit de détermination collective formant l’armature de la *People’s war* – le tableau du consensus patriotique et social de la Grande-Bretagne en guerre, auquel l’historiographie récente a apporté des retouches, sans le démentir entièrement[[3]](#footnote-3). Mais pour bien interpréter ces bribes journalistiques, l’auteure recourt également à des sources allemandes, comme l’autobiographie inédite d’un « as » de la Luftwaffe, Franz von Werra, abattu au-dessus de l’Angleterre en septembre 1940, capturé puis évadé et parvenant à rejoindre l’Allemagne. Un récit qui insiste sur le bon accueil des Britanniques, tels ces pilotes de la RAF qui le « félicitèrent comme après un match de football » (p. 155). Claire Andrieu se penche enfin sur les documents au statut plus incertain qui foisonnent en ligne sur les forums de discussion où érudits locaux et descendants de témoins discutent du sort des pilotes abattus et arrêtés dans leurs localités il y a quatre-vingts ans. Au total, sans nier absolument l’apparition ponctuelle de marques d’hostilité, ce qui domine est le relatif bon accueil de ces militaires désarmés, illustrant le maintien de la « civilité ordinaire » et de « normes démocratiques » dans la Grande-Bretagne en guerre (p. 167).

Aviateurs alliés, « helpers » français

C’est à un complet décloisonnement de l’histoire de la Résistance, des civils en guerre et de l’opinion durant les « années noires » qu’invite la troisième partie de l’ouvrage, consacrée aux aviateurs alliés aidés par la population française. Le phénomène, documenté par de conséquentes archives, est important : plus de 4 000 aviateurs états-uniens, britanniques et du Commonwealth réussirent à s’évader de France après avoir été abattus, grâce à des filières progressivement structurées, les conduisant en territoire neutre (avant tout l’Espagne), avant d’espérer rejoindre l’Angleterre. Ces évasions réussies ont d’ailleurs déjà généré des études, centrées sur le périple des individus, pris en charge par les services britanniques comme le MI9[[4]](#footnote-4). Comme dans le reste du livre, toutefois, c’est avant tout sur les premiers moments de leur parcours, et les premiers contacts avec les civils, que porte le livre de Claire Andrieu et qu’il apporte de profonds renouvellements.

Il contribue en effet à faire de la Résistance française une « dynamique locale de masse », s’inscrivant clairement dans le courant historiographique qu’ont animé en particulier Pierre Laborie, François Marcot et Laurent Douzou, à l’opposé d’une vision qui la cantonnerait à une « minorité isolée et non représentative de la population » (p. 172-173), où l’on reconnaît les positions d’Olivier Wieviorka[[5]](#footnote-5). Deux définitions concurrentes de la Résistance, extensive ou restreinte, entre lesquelles l’accueil des aviateurs alliés conduit l’auteure à trancher, de façon convaincante : ce phénomène atteste d’une inscription sociale large du phénomène résistant. Elle montre en effet l’ampleur des solidarités que cela implique, pour recueillir, héberger, cacher, nourrir, vêtir et accompagner ces milliers d’hommes.

Les services de renseignements britanniques et états-uniens ont employé le terme de « helpers » pour désigner les civils qui, lors de ces différentes étapes, ont aidé leurs aviateurs, protégeant ainsi non seulement leur vie et leur liberté, mais aussi leur valeur guerrière, compte tenu de la formation coûteuse et pointue d’un pilote d’avion. Si leurs archives font état d’environ 34 000 « helpers » français nommément identifiés, chiffre déjà conséquent, c’est un ancrage social encore plus large que révèle le livre. Car en réalité, c’est la quasi-totalité des civils français exposés aux aviateurs abattus qui leur vinrent en aide, même au plus fort des bombardements meurtriers de 1944, sur la Normandie ou la région parisienne. On mesure mieux encore l’importance de leur apport à travers la durée de la vie souterraine, en France, de ces hommes, avant de parvenir à s’évader : ils passent 87 jours en moyenne de clandestinité en France. Près de trois mois, donc, en moyenne, durant lesquels ils sont à la merci d’une trahison, d’une bévue ou d’une indiscrétion, durant lesquels les familles qui les accueillent doivent fournir un surplus considérable de nourriture dans un pays que l’on sait soumis à des privations alimentaires croissantes du fait de l’occupation et de la prédation des ressources par l’Allemagne. De tels efforts ne furent possibles qu’à travers des chaînes de solidarité, impliquant hommes et femmes, adultes et enfants.

En restituant, au plus près des sources et de ces situations d’interactions et à l’aide de multiples exemples suivis, les mécanismes à hauts risques de l’entraide, l’auteure enrichit la compréhension de phénomènes jusqu’ici rangés sous le vocable de « résistance civile », et elle redessine les contours de la Résistance elle-même. Celle-ci, qu’il s’agisse des mouvements ou des réseaux, est souvent envisagée à travers des organigrammes qui, même recomposés ou bouleversés par les arrestations, suggèrent une structuration verticale, depuis les chefs en contact avec Londres jusqu’aux groupes agissant localement, avec ou sans fausse identité. Ce qu’apporte l’ouvrage à ces reconstructions institutionnelles est la prise en compte d’une nébuleuse humaine plus informelle, formée des familles ou individus n’appartenant pas en tant que tels aux organisations de résistance, ne leur apportant qu’une aide ponctuelle, anonyme souvent, mais décisive pour la dissimulation et l’évasion de ces aviateurs. Des actes qui ne sont pas seulement « civils », selon la typologie autrefois proposée par Jacques Semelin, pour désigner notamment l’aide apportée aux juifs persécutés[[6]](#footnote-6), mais relèvent aussi du « militaire » par l’identité des combattants aidés comme par l’ampleur des risques encourus, ces secours aux aviateurs étant passibles de mort. Plutôt que de résistance « civile » ou « non armée », l’auteure propose donc de parler de « guerre des civils ou *civilian warfare* » (p. 242) pour intégrer les comportements qu’elle étudie à un continuum d’engagements. En suggérant que des gestes d’aide sont en même temps des actes de guerre, perçus et punis comme tels par l’occupant, c’est au fond à une réévaluation complète de la coupure stricte entre monde civil et monde combattant qu’invite l’ouvrage.

Violences contre les aviateurs alliés et nazification de la population allemande

Le dernier temps du livre offre un terrible contrepoint aux situations décrites jusqu’alors, dans un contexte radicalement différent : celui de l’Allemagne nazie dans les dernières années de la guerre. Un terrain sur lequel les questions posées par l’auteure – quel sort pour les pilotes alliés abattus ? – rejoignent des interrogations présentes de longue date dans l’historiographie, quant au degré de nazification de la population allemande, et aux explications à donner aux violences de guerre[[7]](#footnote-7). Là encore, un solide point d’appui quantifié est offert par des rapports policiers allemands, mais surtout par les archives alliées, les jugements d’après-guerre de certains civils ayant assassiné des aviateurs tombés dans leur localité, montrant l’ampleur du phénomène : plus d’un millier d’épisodes distincts de lynchages d’aviateurs, au cours desquels au moins 2 500 d’entre eux furent tués ou maltraités.

Derrière ces chiffres, c’est une radicalisation dans le temps que montre l’ouvrage : si en 1942 encore, des pilotes abattus de la Royal Air Force pouvaient être enterrés avec les honneurs militaires dans un village du Schleswig-Holstein, tandis que les survivants de leur équipage étaient simplement faits prisonniers, les violences s’accroissent entre 1943 et 1945. Entre-temps, bien entendu, les bombardements alliés se sont intensifiés. Mais la prise en compte précise de leur chronologie et de leur géographie dément tout lien mécanique avec les atroces lynchages dont sont alors victimes des équipages d’aviateurs. Ceux-ci s’expliquent notamment par un nouveau durcissement idéologique du régime, après la reddition à Stalingrad (février 1943) et le grand bombardement de Hambourg (juillet 1943) en particulier, formulant de véritables appels aux meurtres dans des discours à connotation ouvertement raciste visant à remobiliser la *Volksgemeinschaft*, ou communauté raciale nazie, pour le combat à outrance, y compris sur le sol allemand. Pilotes et équipages juifs ou africains-américains sont dénoncés comme tels par la propagande nazie, et pris pour cible par des civils attroupés. Comme en France occupée, mais à fronts renversés, la solidarité communautaire joue à plein. Quand tout un village français gardait tacitement le silence sur le sort d’alliés dissimulés, en Allemagne, c’est l’ensemble de la population locale qui participe aux violences : « ce sont des Allemands moyens, petits propriétaires, bons travailleurs, qui fournissent les foules petites ou grandes de lyncheurs » (p. 301). Une description dense d’un de ces lynchages, le 26 août 1944 à Rüsselheim, non loin de Francfort, montre de quelle façon les logiques racistes et violentes transmises par les autorités furent intériorisées et mises en œuvre à l’échelle des individus, qui finissent par tuer six aviateurs, aux cris de « Ce sont les pilotes terroristes ! Battez-les à mort ! Juif ! Juif ! » (p. 336-337). Attentive aux nuances, Claire Andrieu évoque toutefois les « grains de sable », ces civils ou ces soldats allemands qui tentent de limiter les violences, afin de ne pas tomber dans une explication culturaliste trop englobante. Tous les Allemands ne participèrent pas à ces dynamiques meurtrières. Mais ils furent localement majoritaires, montrant que « la culture politique nazie était largement installée dans les esprits et ne cessait de progresser » (p. 380).

Repolitiser la guerre des civils

Au total, la force de l’ouvrage réside en particulier dans sa capacité à constamment articuler l’étude précise de « myriades de situations microsociales » (p. 383) prudemment décrites et documentées, avec des questionnements de grande ampleur conceptuelle. La Résistance s’en trouve repensée, au-delà de ses organisations, pour inclure le tissu social dans lequel elles s’inscrivent, et dont les attitudes sans équivoque en faveur des aviateurs alliés indiquent l’engagement dans la guerre. Après tant d’études sur « l’opinion » à partir de discours et de textes souvent ambigus, difficiles à interpréter ou à contextualiser, centrer l’analyse sur des actes, et sur les chaînes d’interaction sociale dans lesquels ils s’inscrivent, renouvelle efficacement la compréhension de la période. Sensible, enfin, aux dynamiques mémorielles, le livre explique pourquoi le souvenir des « helpers » fut plus diffus que celui des maquis, et comment la mémoire allemande des bombardements alliés put servir de contrepoint apologétique aux crimes du nazisme. Autant d’apports étayés par un impeccable appareil scientifique, en particulier s’agissant des tableaux et des cartes historiques inédites, réellement intégrées à la démonstration avec une valeur probante, mais aussi par la prudence de l’historienne devant ses sources, capable de faire varier les degrés de certitude de son propos et de soupeser l’ampleur numérique des phénomènes étudiés.

Les apports les plus importants du livre tiennent certainement à son usage systématique et raisonné de la comparaison, afin de dénaturaliser les phénomènes étudiés : face aux aviateurs abattus, ni le secours ni la violence ne sont des attitudes sociales évidentes ou naturelles. Les dénaturaliser, c’est-à-dire les repolitiser. À rebours de lectures universalisantes de la guerre, qui assignent par généralisation à ses acteurs des positions homogènes, l’auteure défend une analyse en termes de cultures politiques, construites sur le moyen terme, et mises à l’épreuve par l’événement guerrier. Elle montre ainsi l’inadéquation des « approches victimisantes » (p. 11), mais aussi du vocabulaire de la « brutalisation », auquel sont donnés des démentis concrets (p. 149 et 283 en particulier). Les civils français, britanniques et allemands ne sont pas uniformément devenus « victimes » ou « brutalisés ». Ils n’adoptent pas les mêmes comportements, parce que les valeurs et les normes qui les sous-tendent dans chacun des espaces sociaux où ils évoluent, sont dissemblables, et parce que leurs dispositions rencontrent des contextes guerriers différents : on n’agit pas de la même façon dans un État démocratique, dans un pays occupé, ni dans une dictature raciste, et lors d’une invasion, d’une période de bombardements ou d’une défaite imminente. Une telle attention à l’inscription contextuelle des comportements paraît une évidence, mais tant d’ouvrages portant sur l’histoire des guerres en font l’économie qu’il est salutaire d’en avoir une démonstration aussi exemplaire. D’autres terrains, à commencer par ceux de l’est de l’Europe, pourraient certainement être étudiés avec le même questionnaire, ou faire l’objet de comparaisons du même ordre. Mais l’ouvrage apporte déjà une pièce décisive à la compréhension des comportements collectifs durant la Seconde Guerre mondiale.

Publié dans laviedesidees.fr, le 17 septembre 2021

1. Tout au plus est-il possible de pratiquer, par hypothèse, des calculs économétriques s’approchant de tels dispositifs, non sans problèmes méthodologiques. Cf. Sacha Bourgeois-Gironde et Éric Monnet, « Expériences naturelles et causalité en histoire économique. Quels rapports à la théorie et à la temporalité ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 72/4, 2017, p. 1087-1116. [↑](#footnote-ref-1)
2. Julian Jackson, *The Fall of France. The Nazi Invasion of 1940*, Oxford, Oxford University Press, 2003 ; Philip Nord, *France 1940 : défendre la République*, Paris, Perrin, 2017 ; Stefan Martens et Steffen Prauser (éd.), *La Guerre de 40 : se battre, subir, se souvenir*, Villeneuve-d’Ascq, Presses universitaires du septentrion, 2014. [↑](#footnote-ref-2)
3. John Ramsden, « Myths and Realities of the ‘People’s War’ in Britain », in Jörg Echternkamp, Stefan Martens (éd.), *​Experience and Memory: The Second World War in Europe*,​ New York et Oxford, Berghahn Books, 2010, p. 89­104 ; Sonya O. Rose, *Which People’s War ? National identity and citizenship in Britain 1939-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2003. [↑](#footnote-ref-3)
4. Derek Richardson, *Detachment W Allied Soldiers and Airmen Detained in Vichy France Between 1940 and 1942*, Londres, Paul Mould, 2004 ; Jean Quellien, « L’aide aux soldats britanniques », in Jean-Luc Leleu et. al., (dir.), *Atlas historique de la France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2010, p. 184-185. [↑](#footnote-ref-4)
5. Une opposition présentée notamment par François Marcot, « Comment écrire l’histoire de la Résistance », *Le Débat*, 177, 2013/5, p. 173-185. [↑](#footnote-ref-5)
6. Jacques Semelin, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe, 1939-1943*, Paris, Payot, 1989. [↑](#footnote-ref-6)
7. Parmi les travaux ayant spécifiquement étudié les violences envers les aviateurs figurent notamment Barbara Grimm, « Lynchmorde an alliierten Fliegern im Zweiten Weltkrieg », in Dietmar Süß (dir.), *Deutschland im Luftkrieg: Geschichte und Erinnerung*, Munich, walter de Gruyter, 2007, p. 71-84, et Kevin T. Hall, « Luftgangster over Germany: The Lynching of American Airmen in the Shadow of the Air War », *Historical Social Research*, 43 (2018) 2, p. 277-312. [↑](#footnote-ref-7)